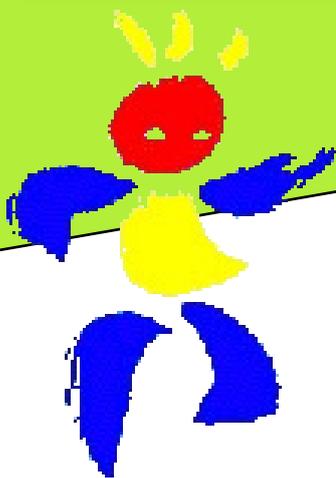


Unitaires des Ardennes

Journal du Syndicat National Unitaire des Instituteurs Professeurs des écoles et PEGC des Ardennes - Siège social : 48, rue V. HUGO 08000 Charleville-Mézières - Téléphone et télécopie : 03 24 37 65 74 - E-mail : snu08@snuipp.fr - site web : <http://08.snuipp.fr> - Directeur de la publication : Jean-Michel Bardeau - N° CPPAP 1011 S 08017 - N° ISSN 1243-5899 - Imprimé par nos soins.



SNU-ipp 08

Bonne année

Grève du 29 janvier

pages 2-3

Sortir de la crise

page 4

Mouvement

page 6

Une bonne année (?) !

Une nouvelle année commence et nous savons qu'elle ne sera pas de tout repos. Certes Darcos semble commencer à entendre ce que nous lui crions depuis de longs mois : il s'excuse pour ses propos sur la maternelle (ça coûte pas cher...), il reporte la réforme des lycées (le temps que vous vous calmez...), il revient sur la fermeture de 1 500 postes de maîtres E et G (pas grave, je les prendrai ailleurs)... Mais il ne renonce pas : les jardins d'éveil vont remplacer l'école maternelle pour les deux ans ; la réforme des lycées n'est pas abandonnée mais reportée ; où va-t-il prendre les 1 500 postes rendus ?

Plus que jamais il va falloir continuer à se battre pour une école qui réponde aux besoins de tous. Il faut que le gouvernement revienne sur les 6 500 suppressions d'emplois dans le premier degré alors que 14 000 élèves supplémentaires sont attendus. Dans le second degré les postes qu'il supprimait au titre de la réforme reportée des lycées doivent être réinscrits dans un collectif budgétaire.

Il faudra aussi se battre contre l'alourdissement de la charge de travail, exiger une revalorisation des salaires pour mettre fin à la perte continue de pouvoir d'achat que nous subissons depuis des années, défendre notre système de retraite par répartition sans allongement de la durée de cotisation, ...

Alors le SNUipp souhaite à tous une excellente santé (pour pouvoir descendre dans la rue par tous les temps), beaucoup de sous (il faudra acheter de bonnes chaussures de marche), et que du bonheur.

Le bureau départemental du SNUipp

N° 162

Sommaire

N° CPPAP : 1011 S 08017

Trimestriel : janvier 2008

0,80 euro

p 1 / Editorial.

p 2-3 / Grève du 29

p 4 / Déclaration d'intention. Sortir de la crise globale

p 5 / Sortir de la crise globale, suite

p 6 / Evolution du mouvement. Résultat des élections paritaires

p 7 / Disparition. Pub.

p 8 / Bulletin d'adhésion



Grève du 29 janvier

Appel de l'intersyndicale de la fonction publique pour la journée interprofessionnelle



JOURNÉE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE DU 29 JANVIER 2009 :

POUR LA FONCTION PUBLIQUE, TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

Les organisations syndicales de la Fonction publique s'inscrivent totalement dans la déclaration commune de propositions et revendications signée le 5 janvier 2009 par les 8 organisations au plan interprofessionnel.

En appelant les fonctionnaires et agents publics à participer massivement à la grève et aux manifestations le 29 janvier prochain, elles entendent exiger du gouvernement des réponses à leurs revendications portant sur :

→ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;

→ L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;

→ Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;

→ Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Sans prise en compte de ces exigences, elles prendront les dispositions pour donner les suites à cette journée.

A cet effet, elles conviennent de se revoir consécutivement à la rencontre des organisations syndicales au plan interprofessionnel prévue le 2 février 2009.

PARIS, le 7 janvier 2009

Grève du 29 janvier

Appel de la FSU des Ardennes pour la journée interprofessionnelle



Fédération Syndicale Unitaire

*Education Nationale, Enseignement Supérieur, Recherche,
Jeunesse et Sports, Protection Judiciaire de la Jeunesse...*

Parents, enseignants, chercheurs, personnels de l'éducation...

**Ensemble,
construisons un autre avenir pour tous les jeunes
Refusons la régression programmée par ce gouvernement**

Réduire l'éducation, c'est brader l'avenir ...

Exigeons une politique ambitieuse qui permette la réussite de tous, qui assure l'égalité de traitement de tous les élèves sur l'ensemble du territoire, qui dote tous les élèves d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens, qui donne les moyens d'aider les élèves dès que les difficultés apparaissent !

Non aux suppressions de postes, aux baisses des recrutements, à la précarité !

Parce que nous refusons

- Une école qui trie, stigmatise et exclut une partie de la jeunesse,
- Le pilotage de la scolarité obligatoire par un « socle commun » réducteur,
- La mise en concurrence des établissements et le renforcement des inégalités,
- La dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels,
- Une culture de la « performance » qui nie les dimensions humaines de l'éducation
- Le désengagement de l'État et l'éclatement du service public
- Les suppressions de postes (enseignants, administratifs...)

Nous exigeons

- L'annulation des suppressions d'emplois programmées pour 2009,
- Le rétablissement des postes aux concours à la hauteur des départs à la retraite,
- L'abandon de la généralisation des bacs pros en 3 ans et le maintien des BEP,
- Une autre réforme du lycée,
- Des équipes pluriprofessionnelles complètes dans tous les établissements scolaires
- Un bilan et une remise à plat des mesures dans le 1er degré : programmes, évaluations, traitement de la difficulté scolaire ...
- Des plans de titularisation pour résorber la précarité,
- L'ouverture de négociations sur les salaires et une reconstruction de la grille indiciaire.

JEUDI 29 JANVIER 2009

Manifestation à l'appel des Organisations Syndicales

CGT-CFDT-FO-CFTC-FSU-UNSA-SOLIDAIRES

10 HEURES

PLACE DUCALE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Prise de Parole

Départ en manifestation jusqu'à la Préfecture

Dépôt d'une Motion à la Préfecture

Grève et déclaration d'intention : date limite le lundi 26 janvier au soir.

N'oubliez pas d'adresser votre déclaration d'intention de participer à la grève du 29 janvier à votre IEN, par courrier ou mail. La date limite est fixée au 26 janvier au soir. Le modèle de lettre est à télécharger sur notre site.

Nous vous rappelons que cette déclaration ne vous engage pas à être gréviste et ne sert qu'à la mise en place du Service Minimum d'Accueil. Plus nous serons, et plus il sera compliqué d'assurer ce SMA. Les retraits de salaire ne sont effectués que sur la base de l'imprimé que vous retournez à l'IA après la grève.

Sortir de la crise globale !

Vous trouverez ci-dessous le résumé que Dominique Plihon nous a transmis à partir de son intervention sur la crise au Conseil national du SNUipp le 15 janvier.

Pour rappel, Dominique Plihon est professeur d'économie financière à l'université de Paris XIII. Il est président du Conseil scientifique d'ATTAC et coordonne à ce titre avec Jean-Marie Harribey, le livre que ATTAC doit éditer prochainement sur la crise.

Ancien membre du Conseil d'analyse économique pour lequel il avait co-écrit un rapport sur Les crises financières, il participe au conseil de rédaction du mensuel Alternatives économiques, a été co-rédacteur en chef de la revue Économie internationale du CEPII de 2001 à 2005 et publie régulièrement des articles dans l'hebdomadaire Politis.

La crise qui a débuté en 2007 est beaucoup plus qu'une crise financière. C'est une crise globale de la mondialisation néolibérale. Il ne faut pas se fier à la chronologie apparente des événements qui ont vu se succéder une crise immobilière, une crise bancaire, une crise financière, la récession et enfin la déflation, pourrait laisser croire à un enchaînement causal, dont chaque étape serait la résultante de la précédente. En réalité, le capitalisme mondialisé traverse une grave crise structurelle parce que l'exacerbation de sa logique du profit pour l'accumulation sans fin l'a conduit à sacrifier les deux piliers sur lesquels il s'appuie et dont il ne peut se passer : les humains et la nature.

En s'approchant ainsi de ses limites, le capitalisme global crée les conditions d'une crise de la globalisation. Celle-ci est systémique pour au moins cinq raisons :

- Elle touche en premier lieu le cœur du capitalisme, les États-Unis et tous les pays de la Triade, et elle s'étend ensuite à la périphérie du système (les pays en développement et les pays dits « émergents »).

- Le modèle d'accumulation financière est insoutenable, tant en termes de partage des richesses que de prolifération de techniques spéculatives.
- Elle est multidimensionnelle, du financier à l'économique, du social à l'écologique.
- Elle est aussi une crise intellectuelle car l'idéologie néolibérale est remise en cause : le marché, la concurrence, le libre-échange, le laisser-faire et l'appât du gain ne conduisent pas au bien-être général. L'intervention publique retrouve sa légitimité.
- Elle est géopolitique car les rapports de force dans le monde ont évolué et ne ressemblent plus du tout à ceux de l'après-guerre ; les institutions mises en place à ce moment-là sont de ce fait inadaptées. Sans réformes profondes de ces dernières, les risques de tensions et de guerre s'accroissent.

Cette crise donne largement raison aux analyses d'Attac et du mouvement altermondialiste qui ont toujours conclu au caractère insoutenable et dangereux de la mondialisation néolibérale. Cette crise donne donc une légitimité à nos propositions pour construire « un autre monde ». Il ne s'agit pas de

Sortir de la crise globale ! Suite...

proposer un programme « clés en mains », l'histoire a montré les dangers d'une telle approche. L'objectif est plutôt de définir les principes d'une rupture complète avec le système économique dominant.

Les politiques de sauvetage des banques, puis les plans de relance destinés à éviter la récession sont non seulement insuffisants, mais ne remettent pas en cause la logique profite de croissance prédatrice et d'accumulation sans limites. De ce point de vue, le « keynésianisme vert » très à la mode aujourd'hui conduit à une impasse.

Attac articule ses propositions autour de deux axes principaux et prioritaires :

1/ Remettre la finance à sa place, ce qui implique de prendre un ensemble de mesures rapidement pour stopper la domination de la finance néolibérale.

L'ensemble des propositions est présenté dans une déclaration récente des Attac d'Europe1.

Deux pistes importantes : d'une part, la création d'un pôle financier public européen, en partant des nationalisations menées par les gouvernements pour sauver les banques ; d'autre part, une organisation alternative de la finance mondiale, en commençant par la suppression des paradis fiscaux, et par une transformation profonde de l'architecture financière internationale, fondée en particulier sur une réforme radicale des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) qui sont aujourd'hui le bras armé de la mondialisation néolibérale.

2/ Donner la priorité absolue sur le social et l'écologie, avec trois priorités :

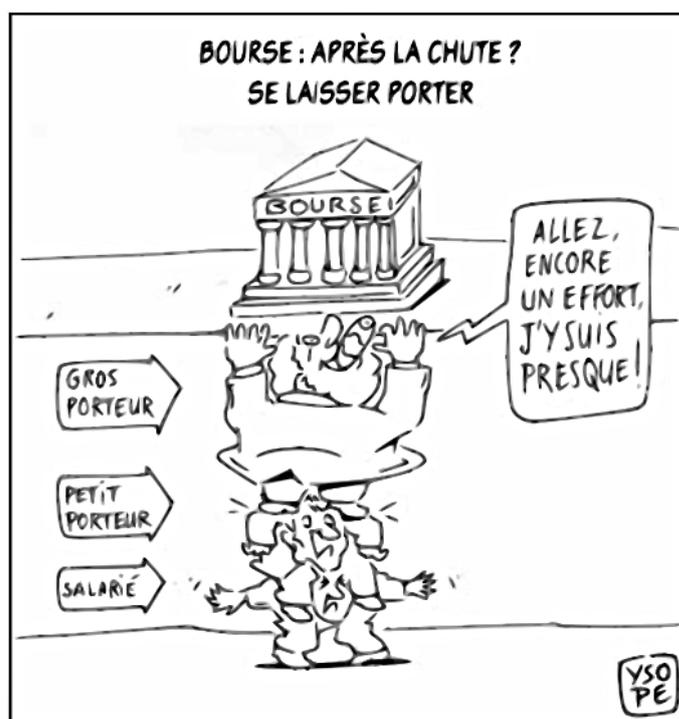
Instaurer un nouveau partage des richesses en ce qui concerne en particulier la répartition salaires / profits (notamment : définition de salaires maximum, renforcement de la fiscalité du capital), et la répartition Nord – Sud (en particulier : annulation de la dette, reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord).

Relocalisation des activités, en rupture avec la logique de dé-territorialisation et de délocalisation de la mondialisation néolibérale ; ce qui suppose une remise en cause du libre-échange, le contrôle des capitaux, le développement de l'économie sociale, la mise en place

d'une taxe kilométrique sur les transports, ...

Développement des biens publics mondiaux (éducation, santé, eau, les ressources non renouvelables, ...) pour soustraire à la marchandisation mortifère des biens et services afin qu'ils soient produits et distribués selon une autre logique que celle de la rentabilité financière.

L'ensemble de ces changements ne sera pas possible sans la création de nouveaux rapports de force à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Car les classes dirigeantes et leurs lobbies vont tout faire pour défendre leurs privilèges. Il y a, de ce point de vue, un risque de durcissement du capitalisme et d'atteintes supplémentaires aux droits et à la démocratie, comme le montre la politique Sarkozy-Fillon. Le mouvement altermondialiste, mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, veut participer au combat idéologique contre le néolibéralisme, au renforcement des luttes, et à leur coordination européenne et internationale. Attac soutient l'Appel du 29 janvier 2009, et se reconnaît pleinement dans son analyse et ses objectifs.

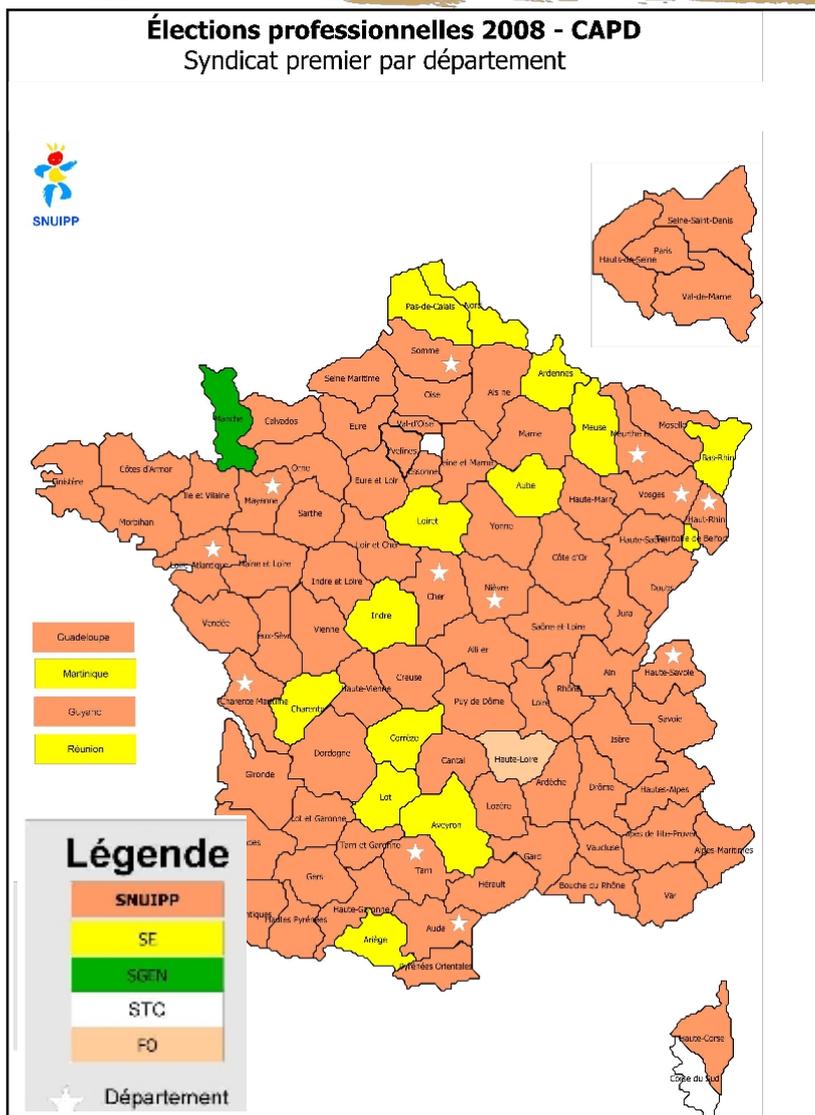


Mouvement : nouvelles règles

Le ministère vient de modifier les règles du mouvement au travers d'une circulaire nationale qui impose des règles communes à tous les départements. Ainsi tout le travail d'élaboration de règles les plus justes et les plus transparentes possibles, dans lequel nous étions force de proposition est jeté aux orties et l'administration nous concocte des règles dans lesquelles le barème serait indicatif et où les commissions d'entretien se multiplieraient. Si les EPEP se mettaient en place un jour, c'est bien ainsi que se feraient les recrutements sur les postes d'enseignants. Pour l'heure, il s'agit vraiment d'un bouleversement des règles comme jamais nous n'en avons connu. La plupart de nos collègues

vont participer au mouvement sans connaître les postes sur lesquels ils postulent et vont se retrouver avec des postes dont ils ne connaissaient même pas l'existence ! Nous sommes en ce moment dans une phase de discussion avec l'administration où nous essayons de faire prendre en compte nos remarques. L'IA nous a prévenus que, de toutes façons, ces règles seraient harmonisées au niveau académique et lorsque nous avons demandé si les représentants des personnels seraient conviés à cette phase d'harmonisation, il nous a répondu négativement... Nous avons alerté nos collègues sur la remise en cause du paritarisme, cela devient une réalité.

Résultats des élections professionnelles



CAPN			
2008			
Inscrits	340 735		
Votants	217 012	63,69%	
Nuls	8 386		
Exprimés	208 626		
SNUIPP	98 350	47,14%	2,09%
SE	47 947	22,98%	-1,58%
SGEN	15 488	7,42%	-0,32%
FO	16 288	7,81%	0,02%
Sud	13 336	6,39%	0,90%
SNE	5 403	2,59%	-1,08%
CGT	4 715	2,26%	0,24%
@venir	2 795	1,34%	-0,43%
CFTC	2 798	1,34%	0,25%
SNEP	1 506	0,72%	-0,09%
SNUIPP	6 élus (+1)		
SE	3 élus (=)		
SGEN	0 élu (- 1)		
FO	1 élu (=)		

Une pensée pour notre collègue
Nous avons appris le décès de notre camarade
Thérèse Lejeune, enseignante à l'école maternelle de
Tournes et adhérente du SNUipp. Abasourdis par
cette disparition, nous nous associons à la peine de sa
famille, de ses collègues et de ses amis, à qui nous
présentons nos sincères condoléances.

Crédit Mutuel

Enseignant



50 €
Cadeau de
bienvenue

Réservé aux personnels
de l'Education Nationale

FINANCER VOS PROJETS

RÉPONSE RAPIDE
TAUX COOPÉRATIFS
GARANTIE GRATUITE

CME 08

N° Indigo 0 820 352 062

6. avenue Charles de Gaulle
08001 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
E-MAIL : 02900@cmn.creditmutuel.fr

SNU-ipp 08. Bulletin d'adhésion 2008-2009

Nom : _____

Nom de jeune fille : _____

Prénom : _____ Tél : _____

Date de naissance : _____ Sexe : M F

Adresse personnelle : _____

Adresse électronique : _____

Établissement scolaire : _____

Catégorie professionnelle : _____

choisissez : Instit, P.E., Hors classe, Spécialisé, PEGC Classe except., Ass.d'éduc, Retraité, autre....

Emploi : _____

choisissez : Adjoint maternelle, Adjoint élémentaire, I.M.F, Directeur x classes, A.I.S, Autre....

Échelon au 1/09/2008: _____

Travaillez-vous à temps partiel ? oui non

Nomination à titre définitif provisoire

Montant de la cotisation : _____

Caisse de grève (libre) : _____

Montant total à verser : _____

chèque Prélèvements automatiques
Pour les anciens adhérents ayant changé de références bancaires, et pour les nouveaux adhérents : nous adresser un R.I.B

Nombre de mensualités (jusqu'à 10)
Cochez les mois où vous désirez un prélèvement

S	O	N	D	J	F	M	A	M	J
<input type="checkbox"/>									

Je me syndique au SNUipp afin de contribuer à la défense des intérêts matériels et moraux des personnels actifs et retraités, au développement du service public d'Education, au maintien de l'unité de la profession dans un syndicat indépendant, unitaire pluraliste et démocratique, dans une fédération rénovée.

Le SNUipp pourra utiliser les renseignements ci-contre pour m'adresser ses publications.

Je demande au SNUipp de me communiquer les informations professionnelles et de déroulement de carrière auxquels il aura accès et l'autorise à faire figurer ces informations dans les fichiers et traitements informatiques dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6/1/78. Cette autorisation est révoquée par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès en m'adressant au SNUipp.

J'ai bien noté qu'une attestation fiscale correspondant à ma cotisation versée pour l'année scolaire en cours (donnant lieu à une réduction de 66 % de l'impôt sur le revenu) me parviendra en février 2009 en même temps que ma carte d'adhésion.

Je souhaite que mon adhésion au SNUipp soit reconduite d'une année sur l'autre et j'opte pour le prélèvement automatique avec tacite reconduction.

Je souhaite renouveler volontairement mon adhésion chaque année

À _____ Le _____ Signature : _____

P.E.G.C

Classe normale		Hors classe		classe execpt.	
ech.	cotis.	ech.	cotis.	ech.	cotis.
8	131 €	1	134 €	1	179 €
9	138 €	2	141 €	2	193 €
10	146 €	3	149 €	3	203 €
11	155 €	4	157 €	4	216 €
		5	179 €	5	228 €
		6	192 €		

Retraités

pension < 1295 €	76 €
de 1295 à 1372 €	84 €
de 1372 à 1488 €	100 €
de 1488 à 1600 €	118 €
pls de 1600 €	135 €

Prof. des Ecoles

Echelon	cotisation
2	110 €
3	116 €
4	123 €
5	129 €
6	138 €
7	146 €
8	156 €
9	167 €
10	180 €
11	193 €
Hors-classe	
5	204 €
6	217 €
7	229 €

Temps partiel 50 %

Demi-cotisation avec un minimum de 87 €

Instituteurs

Echelon	cotisation
2	107 €
3	109 €
4	111 €
5	114 €
6	117 €
7	119 €
8	126 €
9	133 €
10	140 €
11	153 €

Majorations

À ajouter au montant de votre cotisation en fonction de votre situation.

Majoration indiciaire	Majoration de la cotisation
I.M.F ou directeur 2 ^{ème} groupe	+ 4 €
Directeur 3 ^{ème} groupe ou coordonnateur ZEP	+ 8 €
Directeur 4 ^{ème} groupe	+ 11 €
Directeur adjoint SEGPA	+ 14 €